



Démocratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n° 15 du 20 janvier 2017

Au sommaire :

- Trump, Brexit... la prétendue démondialisation en marche, une nouvelle phase de l'offensive contre les travailleurs et les peuples - Daniel Minvielle
- A propos du livre *Les Bolcheviks prennent le pouvoir*, d'Alexander Rabinowitch, mythes et portée historique du bolchevisme - François Minvielle

Trump, Brexit... la prétendue démondialisation en marche, une nouvelle phase de l'offensive contre les travailleurs et les peuples

A l'heure de son investiture, Trump poursuit son offensive protectionniste, en opposition à la politique proclamée jusqu'ici par les États-Unis, champions du libre échange de la mondialisation. Il a pris ainsi prétexte de la décision récente de Ford de renoncer à la construction d'une nouvelle usine au Mexique et d'investir pour adapter une de ses anciennes usines du Michigan à la fabrication de voitures électriques, créant ainsi 700 emplois, pour crier victoire : les industriels de l'automobile plieraient devant sa menace de frapper de 30 % de droits de douane les voitures fabriquées au Mexique et destinées au marché américain. Et peu importe que la direction de Ford ait répondu que ce choix était indépendant des injonctions de Trump et lié aux évolutions de la conjoncture. Quels qu'en soient ses fondements, il va dans le sens de légitimer la politique de Trump : des productions « reviennent » aux Etats-Unis, et avec elles des emplois...

Trump ne se contente pas d'affirmer sa volonté de réorienter la politique économique des USA et de bouleverser ainsi les équilibres, aussi précaires soient-ils, sur lesquels reposent les échanges internationaux. Il remet en cause les relations qui régnaient depuis la fin de la deuxième guerre mondiale entre les Etats-Unis et l'Union européenne. Sa politique vis-à-vis de l'UE tient, en quelque sorte, en trois tweets : félicitations confirmées au Brexit après le discours récent de la première ministre britannique Theresa May ; critique de Merkel et de sa « *politique catastrophique* » et, à travers elle, de l'UE ; menace de se retirer de l'OTAN, « *obsolète* » du point de vue des intérêts actuels des Etats-Unis...

Ce faisant, Trump conforte ceux, de droite comme de gauche, qui défendent au sein des pays européens le retour aux vieilles frontières du passé, au souverainisme national, au « *fabriquer en France* ». A commencer par Le

Pen, qui s'était empressée de féliciter Trump dès l'annonce de son élection et qu'on a pu voir récemment boire un café à la Trump tower de New-York, antre symbolique de sa nouvelle idole... De retour au pays, elle nous explique que Trump applique, en fait, la politique du FN. Avec succès, ajoute-t-elle, puisqu'en quelques tweets, il aurait fait mieux pour la « *relocalisation* » de l'industrie aux USA que Sarkozy et Hollande en France en dix années de pouvoir...

La démondialisation en marche ?

Le discours provocateur de Trump ne préjuge pas, bien sûr, des formes concrètes que prendra le virage protectionniste qu'il annonce. Un bouleversement est cependant bel et bien en train de se produire dans l'organisation économique du monde telle qu'elle s'était construite depuis les années 1980 à travers la mondialisation libérale impérialiste. Certains voudraient voir dans cette évolution des stratégies politiques US comme dans le Brexit, les manifestations d'une « *démondialisation* » en marche. Le thème est repris par les candidats à la présidentielle, la presse se questionne sur sa réalité... Cette « *démondialisation* » nous conduirait vers ce qui pourrait ressembler au « *bon vieux temps* » d'avant le virage néolibéral initié en 1980 par Reagan et Thatcher, bientôt suivis par Mitterrand.

Mais ce bon vieux temps... n'était pas si bon que ça. Il ne l'était pas pour la grande majorité de la classe ouvrière des vieilles puissances industrielles, malgré « *l'Etat providence* » qui assurait soi-disant une certaine égalité sociale. Il l'était encore moins pour les peuples du Tiers Monde qui, à peine s'étaient-ils libérés des chaînes coloniales, continuaient à subir le pillage de leurs richesses minières et agricoles, sans oublier celui de la dette.

Quant au virage néolibéral qui marque le passage de la période des dites « Trente glorieuses » à celle de la mondialisation, il n'est pas dû, comme l'expliquent les thèses antilibérales, à un choix entre deux options « idéologiques » : un capitalisme régulé, hérité en France de la politique progressiste mise en œuvre par l'union nationale constituée dès la fin de la guerre par le PC, la SFIO et les gaullistes dans le cadre du Conseil national de la résistance, et un capitalisme sauvage, libéral, porté par des politiciens réactionnaires qui auraient fini par l'emporter en 1980. Ce virage correspond à un changement de stratégie de la bourgeoisie internationale, à l'initiative des Etats-Unis, pour trouver une issue à la crise des années 1970-75. Crise qui n'était pas tombée du ciel, mais était le fruit de l'évolution du capitalisme « régulé » des années d'après guerre sous l'effet de ses propres contradictions internes, du coût des guerres qu'il menait, en particulier celle du Vietnam, et de la lutte des classes. Le virage néolibéral était une offensive pour maintenir les profits.

La mondialisation libérale impérialiste a radicalement changé en quelques trente années l'organisation mondiale de la production et des échanges avant de déboucher sur la crise des années 2007-2008. Les bouleversements actuels sont la conséquence de cette double réalité : d'une part les changements profonds qui se sont produits dans les forces productives à l'échelle mondiale se traduisent aujourd'hui par une redistribution des cartes dans les rapports de force économico-politiques internationaux ; d'autre part cette redistribution se produit alors que la mondialisation libérale impérialiste a débouché sur une nouvelle faillite du système capitaliste, plongé dans une récession mondiale dont il est incapable de sortir, menacé d'un effondrement financier imminent, le tout dans un contexte de crise écologique majeure.

C'est là qu'il faut chercher les causes du changement de politique économique des États-Unis. Les réponses apportées dans l'offensive libérale ne suffisent plus à enrayer la chute du taux de profit.

Tant que les USA constituaient sans contestation possible la première puissance économique mondiale, la politique de libre échange profitait avant tout à leurs trusts, devenus multinationales. Et c'est bien pourquoi ils ont défendu et imposé cette politique au monde entier, à commencer par leurs partenaires européens et japonais, dès la fin de la 2^{ème} guerre mondiale. Mais au cours des années de mondialisation, de nouvelles puissances industrielles se sont constituées, principalement la Chine. Et c'est la confrontation avec cette concurrence nouvelle, produit de leur propre politique et exacerbée par la crise mondiale, qui conduit aujourd'hui les Etats-Unis à modifier leur stratégie pour mieux mener la guerre économique dans un nouveau contexte qui permet par ailleurs à de nouveaux protagonistes, Russie, Iran, Turquie, etc., de jouer leur propre carte.

Du fait de la place centrale que les États-Unis occupent encore dans l'organisation économique mondiale,

un tel changement de stratégie ne peut qu'avoir des conséquences désastreuses dont les premières victimes seront les travailleurs et les peuples. Il n'y aura pas de « démondialisation heureuse ».

Les travailleurs et les peuples aux premières loges

Une des conséquences les plus immédiates des politiques protectionnistes US sera de faire porter l'aggravation du chômage dû à la récession sur les travailleurs des filiales implantées à l'étranger. Et cela d'autant plus que les avantages en termes de « coût du travail » qu'apportait au début de la mondialisation l'exploitation de la main d'œuvre des pays pauvres se sont beaucoup réduits du fait des reculs à répétition imposés aux classes ouvrières des vieilles puissances industrielles. La direction de Ford l'a bien précisé dans sa réponse à Trump : le choix du Michigan est principalement lié à l'existence aux USA d'*« un environnement plus positif pour l'industrie manufacturière et l'investissement »*, évolution « positive » à mettre au crédit entre autres, d'Obama, précise-t-elle... Les conséquences peuvent en être très lourdes au Mexique, véritable banlieue industrielle des États-Unis, où des centaines de milliers de travailleurs sont concernés. Mais aussi ailleurs, comme par exemple à l'usine Ford de Blanquefort, près de Bordeaux, où de nouvelles menaces sur l'existence de l'entreprise coïncident avec les vociférations protectionnistes de Trump.

A ces conséquences directes s'ajoutent des conséquences indirectes. Pour la Chine par exemple, dont l'Etat, par sa politique, a su profiter de la phase de mondialisation pour développer ses propres entreprises, y compris multinationales, et devenir une puissance industrielle capable de concurrencer les États-Unis. La menace qui pèse sur l'économie chinoise, principalement tournée vers l'exportation, et par voie de conséquence sur les travailleurs, vient de l'étouffement créé par la récession mondiale, à laquelle s'ajoutent les obstacles douaniers que certains pays, dont les États-Unis, dressent déjà à l'afflux des marchandises chinoises. C'est contre ces obstacles que s'est élevé le président chinois Xi Jinping lors de son déplacement au sommet de Davos qui vient de s'ouvrir et où il a prêché, devant un parterre de grands patrons internationaux, les vertus du libre échange et du libéralisme...

Pour tenter de faire face aux effets combinés du ralentissement économique et des barrières douanières, le gouvernement chinois mène une politique de dumping sur les prix de ses marchandises. Mais ce dumping a un coût, que paient en fin de compte les travailleurs chinois, sans pour autant pouvoir empêcher la purge de « surcapacités de production » héritées d'année d'emballement des investissements financiers qui menace de jeter des pans entiers de la jeune classe ouvrière chinoise au chômage.

L'Europe des banquiers, lâchée par Trump, est menacée d'explosion

La violence des termes utilisés par Trump à l'égard de

l'Union européenne dans sa critique de la politique migratoire de Merkel, dans son soutien déterminé au Brexit et dans sa menace de mettre fin à l'OTAN, constitue une rupture dans les relations qui régnait jusqu'à maintenant entre l'administration américaine et les pays européens. Hollande s'en est offusqué, disant à l'ambassadrice des Etats-Unis qu'il décorait de la Légion d'honneur : « *Je vous l'affirme ici : l'Europe sera toujours prête à poursuivre la coopération transatlantique, mais elle se déterminera en fonction de ses intérêts et de ses valeurs. Elle n'a pas besoin de conseils extérieurs pour lui dire ce qu'elle à faire* ».

Le discours est martial... mais manque pour le moins de sens des réalités. L'Europe au nom de laquelle prétend parler Hollande n'a jamais été aussi près de l'éclatement. Du fait en particulier de la poussée des courants souverainistes qui dévoient la révolte sociale née de décennies de mensonges, de promesses non tenues, d'offensives antisociales et antidémocratiques menées au nom du soutien à la construction européenne. La sortie de la Grande Bretagne de l'Union européenne suite au referendum sur le Brexit initié par Cameron est significative de cette évolution.

L'Union européenne des banques et des multinationales s'est avérée incapable de construire l'État centralisé qui lui serait aujourd'hui plus que jamais nécessaire pour soutenir sa monnaie, mener une politique économique cohérente du point de vue des intérêts de ses propres multinationales et, surtout, « tenir la place » qu'elle prétend être la sienne dans la guerre économique qui se met en place à l'échelle mondiale. Les rivalités nationales l'en rendaient incapable.

Les relations privilégiées qu'elle a eu jusqu'à maintenant avec les États-Unis n'étaient symétriques que dans les discours.

L'Europe s'y trouvait en réalité dans une position de subordination, ne pouvant bénéficier de son statut de partenaire privilégié des USA qu'en échange de son soutien au maintien de l'hégémonie américaine. L'OTAN tient une place particulière dans cette « *coopération transatlantique* » dont se revendique Hollande. Avec l'OTAN, financée en grande partie par les Etats-Unis, ces derniers disposent en Europe de toutes les bases militaires dont ils jugent avoir besoin pour imposer la « pax america » dans cette partie du monde. En échange, les troupes de l'OTAN constituent la protection militaire de l'Europe qui s'est avérée incapable de construire une défense propre. En prétendant mettre fin un demi siècle de « partenariat privilégié », Trump fait le choix d'accélérer la crise d'une Union européenne déjà profondément fissurée au risque de lui porter un coup fatal.

Cette fin de l'Europe des banquiers ne peut en aucun cas être considérée comme un progrès pour les travailleurs et les peuples. Elle ne peut, au contraire, que s'accompagner de reculs désastreux, aussi bien sur le terrain social que démocratique. Que pourront bien peser, dans le cadre des

affrontements internationaux qui se jouent aujourd'hui entre des puissances aussi importantes que les États-Unis, la Chine ou la Russie, des économies de la taille de la France, ou même de l'Allemagne ? C'est aussi prendre la mesure des conséquences sociales et politiques qui découleront nécessairement des conditions de fonctionnement d'un capitalisme réduit à la part congrue dans le cadre restreint de ces nations, où il ne pourra assurer ses profits qu'au prix d'une surexploitation acharnée, menée sous le joug de l'« État fort » que les souverainistes d'extrême droite admirateurs de Trump à la Le Pen se promettent de mettre en place.

Il n'y a d'issue, pour les travailleurs et les peuples européens, ni dans le cadre de l'Europe actuelle, ni dans un repli nationaliste qui ne peut déboucher que sur des reculs sociaux et démocratiques bien pires que ceux que nous avons connus jusqu'à aujourd'hui. La seule issue est dans la transformation révolutionnaire de cette Europe des banquiers en faillite aussi bien économique que politique, en Europe des travailleurs et des peuples.

Pour une mondialisation de la solidarité et de la coopération

Ce que certains appellent la démondialisation est en fait la mise en place d'une réorientation de la politique des Etats des vieilles puissances impérialistes pour faire face à la concurrence mondiale pour maintenir leur domination et leurs profits.

Le développement de gigantesques multinationales assorti d'une exubérance sans précédent du capital financier débouche aujourd'hui sur une nouvelle période de concentration, de bouleversements qui remettent en cause les équilibres hérités de la fin de la deuxième guerre mondiale et déstabilisent les États. Cette concentration se constitue au sein de nouveaux pôles géopolitiques, en particulier les États-Unis et la Chine. La libre concurrence laisse de nouveau place à une guerre économique ouverte, à coup de barrières douanières, tandis que la course aux armements est repartie de plus belle. A la menace des désastres sociaux que font peser sur les travailleurs et les peuples les bouleversements en cours, s'ajoute celle d'un nouvel embrasement généralisé du monde.

D'une certaine façon, cette deuxième mondialisation capitaliste reproduit les mêmes mécanismes que la première, la mondialisation impérialiste de la fin du 19^{ème} siècle début du 20^{ème}. La libre concurrence avait alors laissé la place à la formation des monopoles et de l'impérialisme. Mais la concurrence n'avait pas pour autant disparu. Au contraire, cette évolution du capitalisme l'avait exacerbée, jusqu'à déboucher sur une lutte pour le partage du monde et des richesses, la première guerre mondiale.

La deuxième mondialisation aboutit à son tour, à travers la concurrence mondialisée et sous les effets de la crise de 2007-2008, à une nouvelle exacerbation des tensions internationales, à une guerre commerciale dont il est difficile de prévoir l'évolution mais dont rien ne nous

permet d'écarter le pire, une récession globalisée et la multiplication des conflits y compris militaires, le risque de la transformation des guerres régionales en guerre globalisée.

Cette évolution n'a rien d'inexorable. Cette nouvelle expansion du capitalisme a également fait franchir un pas aux conditions objectives d'une transformation révolutionnaire de la société. En disséminant ses filiales partout sur la planète, en quête de main d'œuvre bon marché à exploiter, le capitalisme des multinationales a éliminé quasiment toutes les formes de domination directement coloniale ou féodales. Dans les pays « émergents », particulièrement en Chine, des millions de jeunes paysans ont quitté les campagnes arriérées pour constituer le prolétariat des villes. En même temps, pour les besoins d'organisation d'une production centralisée, les multinationales ont relié l'ensemble de leurs filiales par les réseaux de communication informatique. Reposant sur ces moyens d'échange, la coopération internationale des travailleurs est un fait établi, renforcée par une culture

technique et scientifique commune. A cela s'ajoute la révolte qui gagne de larges couches de la jeunesse, des travailleurs, des classes populaires, contre le monde des « 1 % », des parasites financiers qui accaparent toutes les richesses et mènent le monde à la catastrophe.

Face à la fuite en avant vers la catastrophe dans laquelle nous entraîne un capitalisme sénile dont Trump est aujourd'hui l'expression la plus achevée, la nécessité que les « 99 % » prennent les affaires en main pour contrôler démocratiquement l'économie et la société devient la seule perspective sérieuse. Les travailleurs et les peuples en ont la force, les capacités, la culture. La nouvelle phase de l'offensive des classes dominantes accélère les prises de conscience.

Face à tous les charlatans de la « démondialisation », nous opposons la perspective de la mondialisation de la solidarité et de la coopération des travailleurs et des peuples.

Daniel Minvielle

A propos du livre *Les Bolcheviks prennent le pouvoir, d'Alexander Rabinowitch, mythes et portée historique du bolchevisme*

« *Durant les deux premiers mois de 1917, la Russie était encore la monarchie des Romanov. Huit mois plus tard, les bolcheviks tenaient déjà le gouvernail, eux que l'on ne connaissait guère au commencement de l'année et dont les leaders, au moment de leur accession au pouvoir, restaient inculpés de haute trahison. Dans l'histoire, on ne trouverait pas d'autre exemple d'un revirement aussi brusque, si surtout l'on se rappelle qu'il s'agit d'une nation de cent cinquante millions d'âmes. ... Le trait le plus incontestable de la Révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques.* ». Ces quelques lignes tirées de la préface de *L'Histoire de la Révolution russe* de Trotsky posent l'ampleur de la réalité historique à comprendre. Le livre *Les Bolcheviks prennent le pouvoir*, de l'historien américain Alexander Rabinowitch (publié en français en 2016 mais écrit en 1976), témoigne à son tour de l'immense mouvement démocratique des masses, de leur organisation pour prendre en main leur lutte jusqu'à la prise du pouvoir. Il s'attache à montrer la vie des travailleurs et des militants et le rôle réel du bolchevisme dans le déroulement de la première révolution ouvrière victorieuse de l'Histoire.

C'est bien de cette démarche dont nous avons besoin pour discuter de l'actualité de la révolution et du bolchevisme, des débats et des crises qui ont traversé la classe ouvrière et ses organisations pendant la révolution. L'histoire est la meilleure dénonciation des mythes staliniens qui ont imposé un monolithisme prétendument bolchevique, une absurdité pour mieux justifier les trahisons qui ont suivi, l'unanimité imposée, la « bolchevisation » n'étant rien d'autre que la mise au pas du mouvement ouvrier sous la férule de Staline.

A ce mythe, un mensonge a répondu en prétendant que le stalinisme avait été le produit direct du bolchevisme, dont il serait issu. Un raccourci qui semble s'appuyer sur l'évidence que sans la Révolution russe, il n'y aurait pas eu Staline, mais qui efface le fait que le stalinisme a été une contre-révolution, la négation même de la démocratie révolutionnaire qui a été le combat de toute l'histoire du parti bolchevik. Reproduite par bien des médias, cette déformation de l'histoire s'appuie sur des contre-vérités, présentant la révolution comme un putsch organisé par un petit parti voulant imposer sa dictature.

Contre le stalinisme, s'était construit aussi un autre mythe dans une partie de l'extrême gauche qui voulait voir dans le bolchevisme un modèle de parti à reproduire... comme si ce parti, construit dans les conditions de la Russie tsariste, ayant connu des phases où il ne réunissait que quelques centaines de militants et d'autres des dizaines de milliers, pouvait être reproduit. Lénine avait combattu cette idée de modèle aussi bien avant la Révolution qu'après.

Faisant suite aux travaux de militants, à commencer par le livre de Trotsky, l'ouvrage de Rabinowitch rétablit les faits, tourne le dos à ces caricatures d'histoire. Son sujet est concentré sur quatre mois de la révolution (de juillet à octobre) mais l'introduction permet de revenir rapidement sur la période qui précède. Résumant quelques débats et étapes de la construction du Parti bolchevik, il montre que le bolchévisme a une histoire, riche d'expériences et de controverses, à l'opposé de ce mythe d'un parti sorti tout fait du cerveau de Lénine.

S'approprier cette histoire loin des mythes suppose de l'inscrire dans l'histoire de la lutte de classe, à une époque où le mouvement ouvrier devait tout à la fois achever

la révolution bourgeoise et engager la lutte pour le socialisme.

Oser construire un parti pour la prise du pouvoir de la classe ouvrière

L'introduction du livre résume un peu rapidement les années d'avant la révolution de 1905, en écrivant « *En 1905, Lénine avait modifié le schéma marxiste classique de la révolution en deux étapes [...] en suggérant qu'au lendemain du renversement du tsarisme, une 'dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie' était susceptible d'ouvrir la voie à une révolution socialiste sans passer par une période durable de gouvernement libéral et de développement industriel capitaliste* ». Ce « schéma marxiste classique » était celui défendu par les Mencheviks qui pensaient que la Russie devait passer par une révolution bourgeoise pour imposer une démocratie comme il y en avait dans quelques pays d'Europe et engager la réforme agraire qui permettrait aux millions de paysans sans terre d'accéder à une petite propriété, et qu'ensuite le prolétariat pourrait postuler au pouvoir. Cette conception était en lien avec le développement de conceptions réformistes au sein de la II^e internationale, dont était membre le parti social-démocrate russe.

Lénine, avec les bolcheviks, analysait que la bourgeoisie russe, inféodée au tsarisme, en serait incapable, et que seule une union des ouvriers et des paysans pauvres pourrait mener une révolution qui irait plus loin, vers la prise de pouvoir des classes populaires contre le tsarisme et la bourgeoisie, une révolution qui renverrait la propriété privée des grands seigneurs terriens et celle des propriétaires d'usine. Il avançait le mot d'ordre de « *la dictature démocratique des ouvriers et des paysans* ».

Trotsky, quant à lui, formulait alors ce qui allait devenir la théorie de la révolution permanente : « *Tandis que l'opinion traditionnelle estimait que le chemin vers la dictature du prolétariat passe par une longue période de démocratie, la théorie de la révolution permanente proclamait que, pour les pays arriérés, le chemin vers la démocratie passe par la dictature du prolétariat.* » Le déroulement de la révolution lui donna raison.

Dès 1905, lors de la première révolution russe, la jeune classe ouvrière de Russie se manifesta d'une façon radicalement nouvelle en créant les soviets pour diriger sa lutte, des assemblées de délégués ouvriers élus dans leurs usines. Elle s'affirmait comme la classe dirigeante de la révolution à venir.

« *Unir la lutte gréviste au mouvement révolutionnaire* » (Que faire ? - Lénine)

Le parti bolchevik s'est construit à travers les expériences des luttes qui avaient précédé la Révolution de 1905 (il y avait eu une forte poussée des grèves ouvrières à partir de 1896), une période où des débats profonds (que Lénine rapporte dans *Que faire ?*) avaient traversé le parti social-démocrate russe sur l'intervention des militants révolutionnaires, alors que les années précédentes, les conditions de la dictature avaient empêché ces militants

de construire de larges liens avec les travailleurs. Rabinowitch parle de « *la conception prérévolutionnaire chère à Lénine d'une petite organisation conspirative de militants professionnels* »... une formule lapidaire qui oublie de situer cette discussion dans une situation historique, alors que leur objectif était de construire une organisation révolutionnaire largement implantée.

Parmi les débats qui traversent le parti social-démocrate russe, il y a celui de la politique du parti face au « spontanéisme » et à « l'économisme ». Les « spontanéistes » avaient été subjugués par la puissance de la classe ouvrière qui avait déboulé sur la scène politique par ses grèves de masse. Elle avait secoué le tsarisme bien plus fortement que les petits groupes clandestins qui agissaient depuis des décennies. Ils allaient théoriser que les luttes se suffiraient à elles-mêmes, qu'il fallait qu'elles restent sur le terrain économique. Ils pensaient que « *les caisses de grève valent mieux pour le mouvement qu'une centaine d'autres organisations* ». Le seul objectif devait être la « *lutte pour la situation économique* », « *les ouvriers pour les ouvriers* », « *l'autolibération* » de la classe ouvrière... des raisonnements accompagnés d'une certaine démagogie contre les intellectuels socialistes. Tout cela conduirait naturellement à renverser le régime... sans poser les tâches de la construction d'un parti, d'une propagande nécessaire sur le terrain politique, pour la conquête des droits démocratiques, pour s'affronter à l'Etat, poser la perspective du pouvoir.

Lénine et ceux qui allaient constituer le courant bolchevik menèrent la bataille pour montrer que le spontanéisme ne pouvait aboutir qu'à un syndicalisme sans perspective, syndicalisme radical certes, mais finalement contenu dans les rapports bourgeois, une logique qui conduirait à rester dépendant politiquement des courants du réformisme.

Pour Lénine, les tâches étaient d'« *unir la lutte gréviste au mouvement révolutionnaire* » en faisant une large propagande socialiste dans la classe ouvrière, c'est-à-dire en faisant le lien entre les revendications « économiques » et la lutte pour les libertés politiques, contre les rapports d'exploitation, pour une transformation révolutionnaire de la société, la lutte pour construire au sein de la classe ouvrière un parti porteur de ce programme. Cette façon de penser l'unité de la lutte sociale et de la lutte pour le pouvoir est un des acquis déterminants de l'expérience du Parti bolchevik avant la révolution, au moment où dans la II^e internationale, ces deux questions étaient séparées avec d'un côté, un « programme minimum » pour les luttes et les élections, et d'un autre un « programme maximum » pour le socialisme, sans lien entre les deux.

Rabinowitch montre bien comment cette unité a été l'axe de la politique des bolcheviks pendant la Révolution : « *On ne saurait répondre de façon univoque à la question fondamentale de savoir pourquoi les bolcheviks remportèrent la lutte pour le pouvoir à Pétrograd en 1917 [...] une des sources principales de la vigueur et de l'autorité croissantes des bolcheviks en 1917 résidait dans la force d'attraction de leur plate-forme [...] 'la paix, la terre et le*

'pain' et 'tout le pouvoir aux soviets' », écrit-il dans l'épilogue. C'était en effet la seule force politique qui faisait le pont entre les revendications populaires et la nécessité d'un pouvoir ouvrier pour les mettre en œuvre. Une politique qui gagna les masses au fur et à mesure que les gouvernements bourgeois issus de la Révolution de février montraient leur incapacité à accomplir ces tâches et s'installaient dans la continuité du tsarisme, en maintenant la propriété terrienne des grands seigneurs et en poursuivant la guerre.

L'internationalisme indissociable de la lutte pour le socialisme

Rabinowitch montre tout au long du livre comment la guerre a été le creuset des évolutions de conscience pendant la révolution : « *Les citoyens en uniforme [...] étaient perturbés par les déclarations patriotiques du Gouvernement provisoire et par son obsession manifeste d'empêcher toute radicalisation de la révolution et de renforcer le potentiel militaire de la Russie. C'est pour toutes ces raisons que dès la fin du printemps, un nombre croissant d'ouvriers et de soldats ... en étaient arrivés à percevoir le Gouvernement provisoire comme un instrument des classes possédantes, opposé à toute transformation politique profonde et indifférent aux gens ordinaires* ». Il raconte comment au cours des huit mois de la révolution, l'internationalisme des bolcheviks leur a permis d'être les seuls socialistes à lutter réellement contre la guerre, alors que, parmi les autres courants, la dénonciation de la guerre se ramenait à un simple pacifisme verbal, répondant aux aspirations populaires mais sans discuter du moyen d'imposer la paix. Ces courants socialistes modérés et réformistes, qui acceptaient de participer aux différents gouvernements guerriers au gré des crises du pouvoir, ce que les bolcheviks ont toujours combattu, finissaient par cautionner et mettre en œuvre la guerre qu'ils dénonçaient quelques jours avant, provoquant la colère de fractions plus larges de travailleurs et de soldats qui désertaient par milliers.

Il rappelle que dès le début de la guerre, « *Lénine s'était fortement distingué de la plupart de ses camarades en rejetant le soutien à l'effort de guerre et en proposant comme mot d'ordre le déclenchement d'une révolution sociale dans les pays belligérants* ». Au déclenchement de la guerre, après l'assassinat de Jaurès, toutes les directions des partis de la II^e internationale s'étaient ralliées aux politiques guerrières de leur bourgeoisie, votant les crédits de guerre, entrant dans les gouvernements d'union nationale... Seule une minorité avait tenu bon face à la pression chauvine, avec les dirigeants bolcheviks et Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Trotsky... Lénine poussa la lutte contre la guerre jusqu'à l'affirmation qu'il fallait lutter contre son propre gouvernement sans craindre sa défaite, une position que les bolcheviks défendirent pendant la guerre et la révolution et qui conquit des rangs de plus en plus nombreux d'ouvriers et de soldats.

L'internationalisme de Lénine reposait sur la conviction profonde qu'il n'y a aucune perspective socialiste dans un

cadre national, dans le prolongement de l'idée du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels « *les prolétaires n'ont pas de patrie... prolétaires de tous les pays, unissez-vous* ». Ce n'était pas une formule, mais le résumé d'une analyse des rapports de classe, que Lénine prolongea d'abord pour comprendre le développement particulier du capitalisme en Russie, lié au capital international, et les conditions d'une révolution dans ce pays, indissociable d'une révolution au moins européenne.

C'est avec la même démarche qu'il avait publié *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, en 1916 (Rabinowitch ne l'évoque que très rapidement), un ouvrage qui montre que l'évolution du capitalisme mondial, atteignant un stade pourrisant où il n'était plus qu'un facteur de destruction avec la guerre pour se partager les marchés et les colonies, créait les conditions objectives de la révolution.

« Tout le pouvoir aux soviets ! »

Le récit de Rabinowitch porte sur les événements qui conduisent d'une première tentative d'insurrection ouvrière à Pétrograd au début du mois de juillet à la prise du pouvoir fin octobre, racontant dans le détail les phases de répression et de calomnie contre les bolcheviks, les crises gouvernementales, les tentatives contre-révolutionnaires, la progression des bolcheviks dans les soviets... Il montre les évolutions de conscience chez les travailleurs et les soldats (la paysannerie n'est presque pas évoquée, le récit restant limité aux événements à Pétrograd), les changements au sein des soviets qui pouvaient renouveler leurs élus à tout moment.

Citant de nombreux textes, articles, discours, il fait part aussi des discussions, divergences, crises au sein du parti bolchevik, qui « *ne ressemblait guère à l'organisation disciplinée, autoritaire et conspirative efficacement contrôlée par Lénine que décrivent la plupart des comptes-rendus historiques* ». Le livre souligne à quel point les liens démocratiques du parti avec les travailleurs, à travers l'engagement des militants (plus de 30000 membres rien qu'à Pétrograd) dans les multiples soviets d'usines, de régiments, de quartiers, ont permis au parti de surmonter ses crises. Rabinowitch décrit aussi comment l'engagement personnel de tel ou tel militant a pu faire basculer des situations, à commencer par Lénine parfois mis en minorité par des courants plus modérés de son parti, notamment à l'approche de l'insurrection d'octobre.

Rabinowitch ne développe pas les événements de la première phase de la révolution au mois de février, la chute du tsar, etc. Il indique rapidement que « *Arrivé à Pétrograd le 3 avril, Lénine déclara publiquement que la révolution de Février n'avait pas résolu les problèmes fondamentaux du prolétariat russe, que la classe ouvrière de Russie ne pouvait pas s'arrêter à mi-chemin et qu'allié avec les masses en uniforme, le prolétariat russe transformerait la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste prolétarienne* », prenant à contre-pied des dirigeants bolcheviks comme Kamenev qui s'étaient installés dans une opposition modérée au gouvernement provisoire.

Lénine comprenait les soviets comme « *la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire* » ... alors même que les délégués élus dans les premiers mois étaient majoritairement influencés par les partis bourgeois ou réformistes. Il batailla pour convaincre ses camarades de « *la nécessité du passage de tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers, afin que les masses s'affranchissent de leurs erreurs par l'expérience* » (*Thèses d'avril*), c'est-à-dire qu'elles apprennent à diriger par elles-mêmes. C'est l'axe principal de la politique de Lénine pendant la révolution, gagner la majorité au sein des soviets pour qu'ils prennent le pouvoir et pour satisfaire les revendications populaires : « *le pain* », « *la terre* » pour tous les paysans pauvres qui en étaient privés, et « *la paix* » pour mettre fin à la 1^{ère} guerre mondiale.

Sur quelques points, la version racontée par Rabinowitch diffère de celle de Trotsky, par exemple pendant l'insurrection de juillet sur le rôle de tels ou tels secteurs du Parti bolchevik. Et même si Rabinowitch démonte sans ambiguïté les accusations contre Lénine le présentant comme un agent allemand, il écrit, en passant, qu'il est « *aujourd'hui confirmé que des fonds en provenance d'Allemagne ont été versés aux bolcheviks pendant la période révolutionnaire* », sans indiquer ni leur provenance, ni le montant, ni ses sources, dans un ouvrage où les notes sont par ailleurs très nombreuses pour avérer le moindre fait... des accusations que Trotsky réfutait totalement parlant de la « *légende de l'or allemand* ».

Trotsky écrit que les bolcheviks sont les seuls à avoir pensé et mené une politique permettant de conduire les soviets de la situation de « *marais réformiste au rôle de forme étatique du prolétariat* » (*L'avènement du bolchevisme*). Lénine était convaincu que gagner la majorité dans les soviets était la seule façon de donner un contenu concret à l'idée du pouvoir des travailleurs. Il écrivait en septembre : « *Marx enseigne, en s'appuyant sur l'expérience de la Commune de Paris, que le prolétariat ne peut pas s'emparer tout simplement de la machine d'Etat toute prête et la mettre en marche pour atteindre ses buts mais que le prolétariat doit briser cette machine et la remplacer par une nouvelle ... il peut briser tout ce qu'il y a d'opresseur, de routinier, d'irrémédiablement bourgeois dans l'ancien appareil d'Etat et le remplacer par un nouvel appareil, le sien. Cet appareil, ce sont les Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans.* » (*Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?*). Et il publie, au mois d'août, *L'Etat et la révolution* qui s'appuie sur les expériences des révolutions russes de 1905 et 1917, pour développer cette analyse de la lutte contre l'Etat bourgeois, la nécessité de son remplacement par un nouvel Etat de la classe ouvrière, un Etat qui pourrait engager sa propre extinction une fois les acquis de la révolution solidement installés dans la société. Rabinowitch ne fait pas référence à cette préoccupation

profonde de Lénine, mais il montre son combat acharné, à travers la presse, et au sein de son propre parti, pour convaincre qu'il faut que les travailleurs s'emparent du pouvoir, osent renverser le gouvernement bourgeois, utilisent les soviets qu'ils avaient créés pour diriger pleinement par eux-mêmes la société. Et c'est lui qui rédige le manifeste du congrès des soviets qui proclame, juste après le renversement du gouvernement en octobre : « *Le 2^{ème} Congrès des Soviets ouvriers et soldats de Russie est ouvert. Une énorme majorité des soviets s'y trouve représentée [plus de 400 soviets locaux de tout le pays] ... le congrès prend en main le pouvoir* ».

La révolution en permanence...

Dans son épilogue, l'ouvrage évoque en quelques lignes les trois années de guerre civile provoquées par les armées blanches et la crise économique qui laisseront le pays exsangue et qui auront raison de la démocratie des soviets, laissant la révolution isolée se dévorer elle-même à travers la bureaucratisation pour déboucher sur la contre-révolution stalinienne.

La classe ouvrière russe avait devant elle une tâche immense, accomplir la révolution bourgeoise que la bourgeoisie avait été incapable de réaliser dans ce pays, et dans le même mouvement, réaliser la révolution socialiste, construire un état ouvrier, transformer les rapports de propriété, et défendre ses conquêtes dans la guerre imposée par les défenseurs du capitalisme et de l'ancien régime. Cette tâche était au-delà de ses seules forces, Lénine et Trotsky étaient convaincus qu'elle ne pouvait être accomplie que si au moins une fraction du prolétariat européen, celui d'Allemagne, qui s'engagea lui-aussi dans une révolution, était allé jusqu'au bout, pour sortir la révolution de la prison des frontières nationales de l'empire tsariste.

Notre situation actuelle est certes bien loin de l'intensité révolutionnaire de 1917... mais ce n'est pas en 1917 que Lénine et ses camarades ont pensé la perspective du pouvoir ouvrier, de la révolution socialiste. Lorsqu'ils en discutent à la fin du 19^{ème} siècle, ils analysent que les contradictions de la société russe étaient porteuses d'une révolution... sans en connaître le calendrier, 1905, 1917... A quelques dizaines puis centaines, ils étaient armés de ces analyses et de la conviction qu'il n'y aurait pas de raccourci de l'histoire, que la révolution ne naîtrait pas de rien, mais d'une accumulation d'expériences et de batailles, et qu'il leur appartenait de préparer cet affrontement.

C'est bien cette vision du développement historique des luttes de classes, cette stratégie qui combine luttes sociales et luttes politiques vers la conquête du pouvoir, qui constitue l'essence du bolchevisme, son contenu historique, et sûrement pas des recettes organisationnelles !

François Minvielle